

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION FACE A LA PRESSE

De l'état de la démocratie en général dans notre pays aux rumeurs faisant état de tensions au Sud du pays en passant par des questions comme les révélations faites par voie de presse relatives à l'exonération de taxes au bénéfice d'une société, l'achat d'une voiture blindée par la Présidence de la République, l'interdiction de certains meetings de l'opposition.

Autant d'axes essentiels d'une interview accordée hier en fin de matinée dans la salle de conférence du ministère de la Communication par M. Robert Sagna, à la Télévision, la Radio et notre journal. Nous vous en livrons la teneur.

LIBERTÉ DE PRESSE

TOUT SAUF LES DÉRAPAGES

COMPTE-RENDU DE PAPE BOUBACAR SAMB

Le ministre de la Communication s'est longuement appesanti sur certaines informations diffusées par le journal «Sopri» relatives à l'exonération de taxes accordée à une société et l'achat par la Présidence d'un véhicule blindé. Pour dire que «de plus en plus une certaine presse -pas toute la presse- se comporte comme un véhicule d'informations propres à intoxiquer... Ce sont souvent des supports à ceux qui ont des comptes à régler en véhiculant de mauvaises ou fausses nouvelles». A son avis, «il faut prendre des garde-fous. Autant la presse doit être libre, autant il faut donner aux citoyens, aux personnes tant physiques que morales, la possibilité d'être défendues, de se protéger face aux excès de la presse». Selon M. Sagna, notre système judiciaire doit pouvoir fonctionner au rythme de l'évolution actuelle de la presse nationale. Il faut que la justice puisse réagir rapidement lorsque quel'un se sent outragé, calomnié, attaqué ou diffamé. Il est évident que si vous devez attendre deux ans ou trois ans pour qu'un procès de diffamation puisse être vidé c'est décourageant. Il faut éviter que ceux qui sont attaqués soient obligés de recourir à ceux qui les attaquent par des procédés

repréhensibles pour se voir épargnés.

«Quant aux révélations constatées dans la presse nationale, je ne suis pas le seul à m'en inquiéter. Beaucoup de Sénégalais s'inquiètent de ce que certains journaux, du fait de la liberté de presse, exagèrent. C'est bien le mot. Autrement dit, ils diffusent systématiquement des informations tendancieuses, des nouvelles non vérifiées. Je peux prendre un cas tout récent. Un journal d'opinion, puisqu'il s'agit bien d'un journal de parti, le journal «Sopri» a publié dans ses colonnes une première fois un document officiel relatif à une exonération de taxes accordée à une société, dans l'intention de donner aux Sénégalais une opinion fautive sur cette société ou sur ses personnes. Il s'agit, précise-t-il, «d'une exonération accordée dans les règles de l'art, conformément à notre code des investissements. Et cela n'est pas un secret. C'est accessible parce que publié dans le Journal officiel alors qu'on a donné à cette information comme si c'était une découverte essentielle, un scandale, un droit particulier conféré à un citoyen. Or à long terme de journée le Code des investissements fait l'objet d'applications et de mesures tout à fait régulières et réglementaires.»

Le même journal a également publié, le photocopie d'une correspondance relative à l'achat d'une voiture blindée. Mais en quoi le fait qu'un chef d'Etat puisse acheter une voiture blindée est-il anormal ? s'interroge M. Sagna. «C'est une question d'opportunité et de moyen d'autant que le chef de l'Etat n'a pas acheté ce véhicule pour lui-même mais pour ses hôtes. Admettons qu'on reçoive un jour ici le Roi d'Arabie Saoudite ou Ararat par exemple, c'est normal qu'on puisse veiller à sa sécurité...

Les conditions d'accueil de chefs d'Etat ne sont pas toujours les meilleures. Nous devons les mettre dans des conditions de sécurité tout à fait correctes. Le véhicule a été acheté dans ce cadre. Ce n'est pas un scandale ni un luxe».



Robert Sagna lors de sa conférence de presse. La démocratie incompatible avec le dérapage dans la jouissance des libertés.

INTERDICTION DE MEETINGS

Par mesure de sécurité publique

Certains meetings de l'opposition ont récemment été interdits par les autorités. Atteinte aux libertés démocratiques ? Remise en cause des acquis ? Autant d'interrogations auxquelles le ministre de la Communication a tenté de répondre. A l'en croire, il faut voir dans de telles mesures des impératifs de sécurité publique. Ces meetings devaient se tenir en des lieux où la sécurité publique était menacée, a-t-il indiqué, précisant qu'il n'a jamais été dans l'intention du président de la République de limiter les activités des partis.

«La sécurité publique fait que les autorités en l'occurrence le ministre de l'Intérieur, appréhendent l'opportunité d'autoriser ou non une manifestation en fonction de l'opportunité, du contexte et également du lieu où elle doit se dérouler. Si apparaît que certains endroits peuvent présenter un danger, le ministre de l'Intérieur peut donc interdire la tenue de la manifestation à tel ou tel endroit. Il ne faut pas considérer cela comme des directives ou des mesures nouvelles», précise M. Sagna.

ZIGUINCHOR

Rien de particulier ne s'y est passé

Des mesures ont récemment circulé à propos d'une éventuelle proclamation de l'indépendance de la Casamance par les «séparatistes». Sur celles-ci, le ministre a également fait le point avec nous. M. Sagna précise que le bruit a aussi couru que la Casamance ou tout au moins Ziguinchor était en état de siège. «J'étais sur place et rien de particulier ne s'est passé», fait-il remarquer avant de poursuivre : «il s'agit là d'une intoxication. Et c'est grave. A bord d'un avion qui transportait des touristes venant de France j'ai constaté qu'un journal avait titré «Ziguinchor en état de siège» avec des photos de soldats en arme, était

attentivement lu... Et vous imaginez l'émotion de ces touristes de ces touristes qui venaient pour la première fois à Ziguinchor. A leur arrivée, ils ont aperçu sur la piste un groupe de femmes et d'hommes en train de danser. A leur grande surprise. Ce cas concret montre les effets néfastes que peut produire une information non vérifiée et le mal qu'on peut faire au pays en diffusant des informations parfois destinées à la consommation locale. Mais on ne s'imagine pas les effets néfastes que cela peut avoir à l'extérieur. Les journalistes doivent faire attention lorsqu'ils diffusent ce genre de nouvelles puisque la presse est

lue et transportée à l'extérieur». Et le ministre de faire remarquer que la plupart des hôtels de Ziguinchor étaient pratiquement vides durant cette période. Des réservations ont été annulées. Beaucoup de touristes ne sont pas venus. Vous voyez là tout le tort que l'on peut faire au plan économique notamment. Encore une fois il faut dire que les journalistes doivent travailler librement mais qu'ils fassent en toute responsabilité dans le mesure du respect en informant correctement l'opinion nationale et internationale et contribuer au renforcement de la démocratie».

DEMOCRATIE

Volonté de renforcer les acquis

A propos de l'état de la démocratie dans notre pays, notamment l'accès de l'opposition aux médias d'Etat, notamment à l'audiovisuel (Radio et Télévision), le ministre a fait le commentaire suivant : «c'est déjà un indicateur de voir au Sénégal fleurir autant de journaux de différentes périodicités (quotidiens, hebdomadaires, mensuels). C'est aussi un bon indicateur de voir la diversification des opinions à travers ces journaux indépendants ou de parti. Ce paysage reflète bien la volonté des autorités de voir des opinions diverses se manifester. Mais la démocratie n'est pas un exercice facile. Ce n'est pas un exercice pour des personnes non préparées à la démocratie qui est un moteur du développement et qui existe de chaque secteur le respect des règles du jeu... Cela signifie que lorsqu'on l'apprend, celle-ci suppose qu'on respecte un minimum de règles, qu'on se respecte d'abord soi-même et qu'on respecte le voisin, le vis-à-vis».

Le nombre de partis dans notre pays reflète la volonté politique des autorités, du gouvernement de laisser les opinions politiques s'exprimer librement, de laisser les différents courants politiques s'exprimer en toute liberté. C'est en cela qu'au Sénégal, on peut affirmer l'exercice d'un pluralisme politique puisque le paysage politique sénégalais reflète toutes les tendances, toutes les orientations». Mais, ajoute M. Sagna, «l'exercice de la démocratie à travers la presse peut faire l'objet d'observations. On peut constater que le gouvernement sénégalais a effectivement appliqué sa volonté de libérer la presse et on ne peut pas dire aujourd'hui de la presse nationale qu'elle n'est pas libre. Mais la liberté de presse ne doit pas s'apparenter avec un libertinage, avec le laisser-aller. On ne peut parler de liberté de presse sans insister sur la responsabilité. Cela me paraît d'autant plus fondamental qu'elle doit contribuer au renforcement de la démocratie... La responsabilité de la presse est engagée puisque les éléments qu'elle doit publier doivent être fiables».

Faisant état des récentes dispositions

légales votées par l'Assemblée nationale, le ministre a affirmé qu'il ne s'agit pas d'une restriction des libertés. Ces mesures ont pour objectif de «renforcer la responsabilité des uns et des autres et de leur permettre de contribuer au mieux à la consolidation de la démocratie en évitant les dérapages toujours possibles».

Préoccupation essentielle de plusieurs acteurs du jeu politique et de l'opinion, l'expression plurielle de plusieurs sensibilités et la confrontation des idées par le biais des médias, a fait l'objet d'un commentaire du ministre, tant en ce qui concerne la presse écrite que l'audiovisuel. Et le ministre d'indiquer que «la meilleure manière d'associer la démocratie c'est de permettre à tous de s'exprimer librement sur la politique du gouvernement, l'actualité nationale ou internationale, sur les différents problèmes qui intéressent l'opinion tant nationale qu'internationale. De nouvelles dispositions législatives réglementent l'accès de l'opposition aux médias d'Etat. On ne peut douter de la volonté du président de la République, des autorités sénégalaises de permettre une manifestation claire de la démocratie plurielle. Les textes d'application vont préciser dans quel contexte doit se faire cet accès pour permettre à l'opinion de dire son mot. Je ne pense pas qu'on puisse aujourd'hui parler de restriction en ce qui concerne la presse écrite. La seule chose à déplorer c'est le mauvais usage fait de cette liberté par certains journalistes au point qu'il faut mettre des garde-fous pour mieux protéger la démocratie, la liberté de presse, la profession de journaliste et le citoyen».

Concernant l'audiovisuel (la Radio et la Télévision) il s'agit, selon le ministre, de voir «comment appliquer la loi votée tout récemment et dont les modalités vont renforcer tout en le réglementant la couverture par les médias d'Etat des activités normales conventionnelles ou statutaires des partis». L'élargissement va donc se faire au niveau de l'audiovisuel pour «permettre à une opinion diversifiée et plurielle de s'exprimer en toute liberté et en toute connaissance cause».

REUNION A DAKAR DU BUREAU DE L'ASSEMBLEE PARITAIRE ACP/CEE

Notre capitale abrite vendredi 12 et samedi 13 janvier, au ministère des Affaires étrangères la réunion du Bureau de l'Assemblée paritaire ACP/CEE sous la présidence des deux co-présidents qui ont été élus lors du sommet de Versailles du 25 au 29 septembre dernier. M. Tindemans, ancien ministre des Affaires étrangères de Belgique et de M. Miamoudi Dipo, député-maire de Dakar, président de la Communauté urbaine de Dakar.

Le Bureau qui va se réunir à Dakar, doit préparer la prochaine réunion de l'Assemblée paritaire ACP/CEE qui se tiendra au mois de mars en Papouasie-Nouvelle-Guinée et qui est une des institutions de la Convention de Lomé où se trouvent représentés les parlementaires européens qui siègent déjà au parlement européen et les députés ou représentants des pays de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Une première délégation conduite par notre ambassadeur à Bruxelles, M. Fallou Kane, est arrivée à Dakar, mardi soir pour préparer cette réunion qui se tient au Sénégal pour la première fois. Seront en outre présents à Dakar les vice-présidents ACP-CEE et les membres du co-sécrétariat. Notons que les membres du bureau de l'Assemblée paritaire ACP-CEE seront reçus en audience par le président de la République M. Abdou Diouf, le vendredi 12 janvier à 19h.

Outre le côté parlementaire de cette assemblée, la Convention a mis aussi sur pied le Conseil des ministres, organe politique suprême de la Convention, composé de représentants des 12 pays de la Communauté européenne et des 66 pays ACP, qui viendront à partir de la Convention de Lomé IV l'arrivée de deux nouveaux adhérents : Haïti et la République dominicaine, en attendant que la Namibie soit indépendante pour être accueillie au sein de la communauté.

Il existe donc le Conseil des ministres qui se réunit deux fois par an alors que le comité des ambassadeurs qui a son siège à Bruxelles se réunit régulièrement pour étudier toutes les questions liées à l'application de la Convention. Ces réunions sont préparées par des comités d'experts dans les différents domaines couverts par la convention : agricole, industriel, coopéra-

tion régionale, coopération inter-ACP, etc. Signalons que dans les institutions actuelles de la Convention il n'existe pas de réunion au niveau des chefs d'Etat. Mais selon l'ambassadeur Fallou Kane, «l'idée a été avancée de convoquer au moins une fois une rencontre au sommet des chefs d'Etat pour faire le point à mi-parcours de la Nouvelle Convention de Lomé IV qui va durer dix ans». Car, poursuit-il, «dans le monde en bouleversement dans lequel nous vivons, il est à envisager de telle rencontre au sommet, un peu à l'image de ce que nous faisons au niveau de la francophonie, au niveau du Commonwealth. Les Européens le font assez régulièrement au niveau de la CEE, tous les six mois».

Sur les conséquences du nouvel engagement de l'Europe de l'Ouest vers les pays d'Europe de l'Est, l'ambassadeur Fallou

Kane constate qu'il y aura inévitablement des répercussions. «L'essentiel c'est de pouvoir gérer ces répercussions dans le cadre des institutions qui existent. En ce qui concerne les pays ACP, nous sommes persuadés que ceci peut aider ces pays qui, pour la première fois vont aller vers des régimes de liberté et de démocratie. Mais ce que nous disons, c'est que le court terme ne devrait pas, dans une certaine mesure, gêner les relations traditionnelles privilégiées qui ont toujours existé entre la CEE et les ACP et qui remontent pratiquement à la signature du traité de Rome en passant par la Convention de Yaoundé I, Yaoundé II, Lomé I jusqu'à Lomé IV maintenant».

Fama MBAYE
AP Communauté urbaine de Dakar



Ne cherchez pas loin...
Une seule adresse,
une seule équipe.

ARMES DE CHASSE ET DE DÉFENSE,
CARTOUCHES TOUTS CALIBRES,
RÉPARATIONS DE VOS ARMES,
chez votre grand
fournisseur.

UNE EXPERIENCE DE 32 ANS.
Allez vite découvrir le Magasin

ARMURERIE - COUTELLERIE
HANE

68 bis, Avenue du Pdt Lamine Guèye x Lapérine
BP. 2510 - Tél. 22.37.31